

# BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

## Missions pour le quinquennat

*Le travail doit mieux payer*

*Des entreprises plus compétitives et plus innovantes*

*Des entreprises plus justes*

*Reconquête industrielle*

*Maîtrise de nos finances publiques* et respect de nos engagements européens

*Une Europe souveraine*, qui protège

*Promotion du multilatéralisme* et de la réciprocité dans le domaine commercial

*Promotion de la fiscalité du XXI<sup>e</sup> siècle*

*Protection des consommateurs*

## Les actions en quelques mots

*Le travail qui paie*

*Baisse des impôts* et baisse des dépenses publiques

*Justice fiscale* (GAFA)

*Souveraineté économique et technologique* (au niveau national et européen)

*Lever les obstacles au développement de nos entreprises* (PACTE)

## MAÎTRISE DE NOS FINANCES PUBLIQUES ET RESPECT DE NOS ENGAGEMENTS EUROPÉENS

**Baisse de la charge de la dette, des dépenses publiques et du déficit public sous les 3% en 2017, 2018 et 2019, hors transformation du CICE en baisse de charges** : réforme des CCI : 500 millions d'économies sur le quinquennat ; baisse de la dépense publique sur le logement ; diminution du nombre de contrats aidés

# Les mesures concrètes

## PROMOTION DU MULTILATÉRALISME ET DE LA RÉCIPROCITÉ DANS LE DOMAINE COMMERCIAL

**Soutien à la réforme de l'OMC**

**Décision européenne de contre-mesures** aux mesures américaines sur l'acier et l'aluminium

## 1 323 décisions d'investissement en 2018 (+2%)

après une année 2017 en forte hausse, il n'y a jamais eu autant de projets d'investissements étrangers en France (source : Business France)

Les industriels français ont l'intention d'augmenter de **11%** leurs investissements en 2019 (source : INSEE)

## 3 emplois menacés sur 4 dans l'industrie ont été sauvés

depuis 2 ans

## Sur 10 sites industriels menacés, plus de 9 sont sauvés

depuis 2 ans

## Pour la première fois depuis plus de 10 ans

la France recrée des emplois industriels et ouvre plus d'usines que ce qu'elle n'en ferme

## UNE EUROPE SOUVERAINE, QUI PROTÈGE

**Consolidation de la zone euro** : accord franco-allemand de Meseberg et création d'un budget de la zone euro

**Lancement du premier « projet important d'intérêt européen commun » dans la nanoélectronique**, dont la partie française représente 5 Mds d'€ soutenus à hauteur d'1 Md d'€ par les pouvoirs publics et permettra par exemple de développer les micro-contrôleurs du véhicule autonome et connecté

**Création d'une filière franco-allemande de production de batteries pour le véhicule électrique**

**Création de l'INSTEX**, en réponse aux mesures extraterritoriales américaines

**Renforcement du contrôle des investissements étrangers en France**

## PROMOTION DE LA FISCALITÉ DU XXIÈME SIÈCLE

**Taxe nationale** sur les grandes entreprises du numérique

**Projet de taxation minimale** à l'échelle internationale portée lors de la présidence française du G7 Finances

**Développement de la finance verte** avec la création des produits d'épargne plus verts (LDDS, assurance-vie) et avec la charte des investisseurs publics pour le climat

## RECONQUÊTE INDUSTRIELLE

**Plusieurs succès sur des entreprises en difficultés** : Ascoval, Arc, Fonderies du Poitou, GM&S ou sur des projets d'investissements industriels créateurs d'emplois : AGCO, Häagen-Dazs, AstraZeneca

**Création d'un fonds de 10 milliards d'euros pour l'innovation et l'industrie** afin d'investir dans des technologies de rupture, et déjà 5 grands défis retenus dans l'intelligence artificielle, le stockage d'énergie, la bioproduction etc

**Création d'un suramortissement de deux ans** pour que les PME industrielles se digitalisent et se robotisent

**Relance du conseil national de l'industrie (CNI)** et labellisation de 18 filières industrielles portant des projets structurants pour l'industrie en matière d'innovation, de formation et d'internationalisation

**Lancement de l'initiative « Territoires d'industrie »** qui offre un accompagnement et des financements dédiés à des territoires dans lesquels l'activité industrielle est particulièrement structurante

**Manifeste franco-allemand pour une politique industrielle européenne du XXIème siècle**

**LE TRAVAIL DOIT MIEUX PAYER**

**Un salaire net plus élevé** : suppression des cotisations assurance maladie et chômage ; suppression des cotisations sur les heures supplémentaires et défiscalisation ; prime exceptionnelle défiscalisée : suppression du forfait social sur l'intéressement pour les entreprises de moins de 250 salariés et sur la participation pour les entreprises de moins de 50 salariés

**Baisse de la fiscalité sur les ménages** : suppression de la taxe d'habitation ; baisse d'impôt sur le revenu à hauteur de 5 milliards d'euros pour plus de 15 millions de foyers fiscaux

**850 € de gains supplémentaires**

par an et par ménage en 2019 (source : OFCE avant les annonces du Président de la République sur l'impôt sur le revenu)

**Près de 18 milliards d'€ de baisse des prélèvements obligatoires**

sur les ménages en 2018-2019 : pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 2007, les ménages vont donc bénéficier d'une baisse de prélèvements obligatoires

**500 000 créations d'emplois**

depuis 2 ans

**+ de 8 000 artisans et commerçants**

ont bénéficié d'un report de charges fiscales et/ou sociales au titre de l'accompagnement des entreprises dont l'activité est fragilisée par le mouvement des gilets jaunes

**DES ENTREPRISES PLUS  
COMPÉTITIVES ET PLUS  
INNOVANTES**

**Réforme de la fiscalité du capital** : PFU, création de l'IFI et suppression de l'ISF pour un meilleur financement de nos entreprises

**Baisse de l'impôt sur les sociétés à 25% en 2022**

**Vote définitif de la loi PACTE pour simplifier la vie des entreprises, de leur création jusqu'à leur transmission, en passant par leur financement** : simplification des seuils ; refonte de l'épargne retraite ; renforcement du PEA-PME et de l'actionnariat salarié ; renforcement du lien entre la recherche publique et les entreprises avec des mesures en faveur de la mobilité des chercheurs du public vers le privé et la création d'entreprises par des chercheurs

**Baisse du coût du travail** : transformation du CICE en baisses de charges pérennes

**DES ENTREPRISES PLUS JUSTES**

**Modification du Code civil et du Code de commerce** : pour avoir la possibilité de définir une raison d'être à son entreprise et de renforcer la prise en considération des enjeux sociétaux et environnementaux

**Développement de l'intéressement et de la participation**

**Obligation de déclaration de l'activité du conjoint** travaillant au sein de l'entreprise

**Renforcement des sanctions** pour respecter la parité dans les conseils d'administration

**PROTECTION DES  
CONSUMMATEURS ET DES  
FOURNISSEURS**

**Frais d'incident bancaire** : plafonnement pour les ménages les plus modestes

**Mutuelles santé** : possibilité de résiliation infra-annuelle des contrats

**Mesures visant à favoriser la concurrence** pour réduire les prix en matière de permis de conduire et de pièces détachées automobiles

**Suppression de l'additif E171 dans les denrées alimentaires** à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020

**Amendes de 10 millions d'euros à Amazon** pour pratiques abusives envers ses fournisseurs

**1<sup>ères</sup> amendes tenant compte de l'augmentation du plafond de l'amende en cas de délais de paiement**

**Couches** : application des recommandations formulées par l'ANSES, étiquetage obligatoire de la composition des couches et élimination des substances allergisantes

## À retenir sur les 12 derniers mois

**Baisse de la fiscalité** pour les ménages et les entreprises

**Vote définitif de la loi PACTE** pour simplifier la vie des PME et artisans, de leur création jusqu'à leur transmission, en passant par leur financement

**Reconquête industrielle**

**Vote de la taxe nationale sur les grandes entreprises du numérique** (Assemblée nationale)

**Création du fonds pour l'innovation et l'industrie**

**Création d'une filière européenne de production de batteries** pour les véhicules électriques

**Consolidation de la zone euro**

**Présidence française du G7 Finances** : lutte contre l'évasion fiscale (taxation minimale)

**Déploiement d'une stratégie d'attractivité** pour favoriser la localisation d'activité en France

## L'impact du grand débat sur notre action

**Réindustrialiser le territoire** pour résorber la fracture sociale et territoriale

**Accélérer la baisse des impôts des ménages**

**Valoriser davantage le travail**

**Protéger davantage les ménages** au niveau national et européen

## Les priorités pour 2019

**Baisse des impôts** et son financement

**Partage de la valeur** (prime exceptionnelle, intéressement et participation)

**Pacte productif 2025**

**Orienter les financements publics et privés vers la transition écologique**